

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez vous !

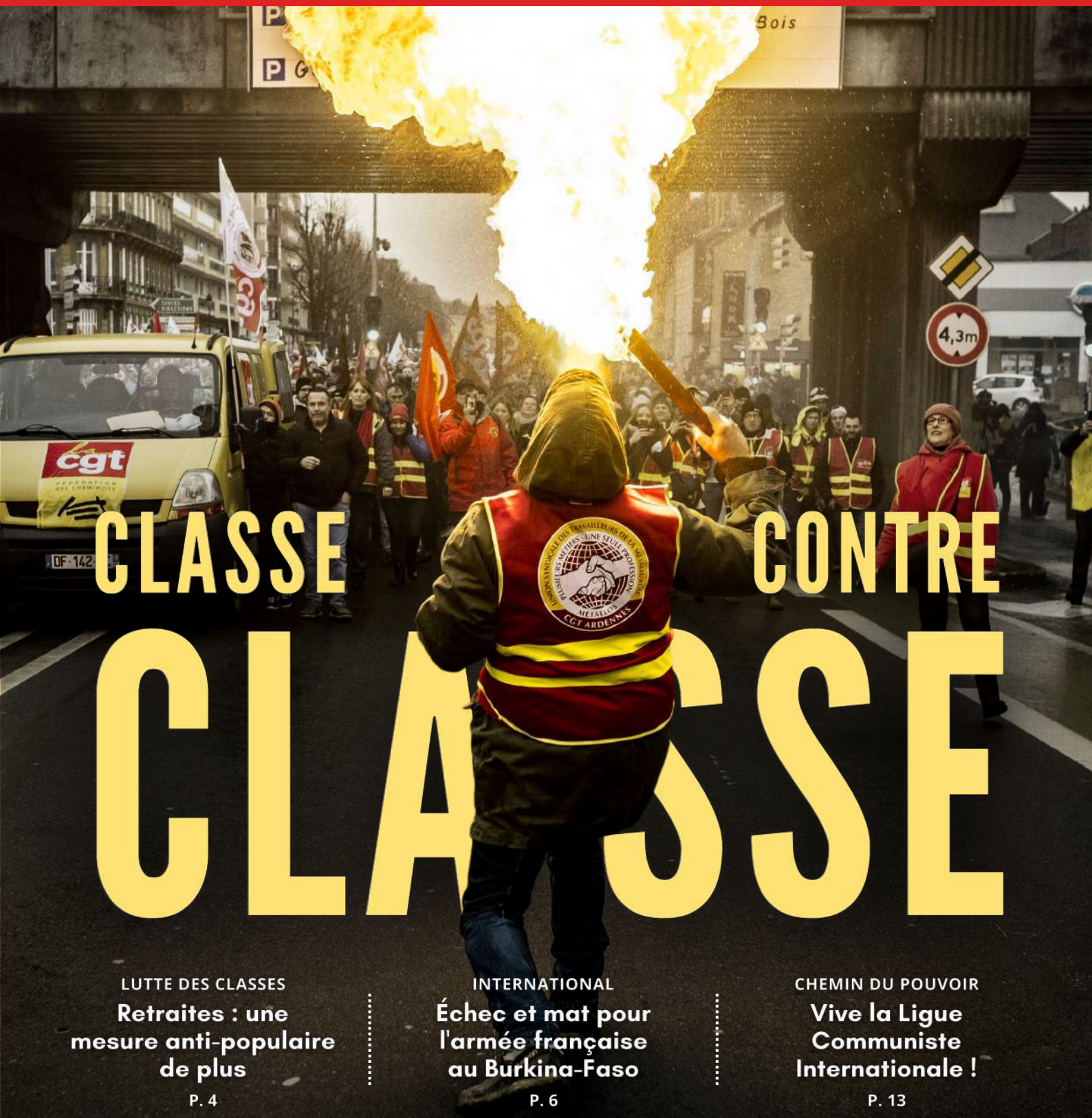


N°67 Février
2023
Fondée le 1^{er} mai 1968
Relancée en 2010

La Cause du peuple

causedupeuple.org

JOURNAL PROLÉTAIRE, ANTI-IMPÉRIALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE



CLASSE

CONTRE

CLASSE

LUTTE DES CLASSES

**Retraites : une
mesure anti-populaire
de plus**

P. 4

INTERNATIONAL

**Échec et mat pour
l'armée française
au Burkina-Faso**

P. 6

CHEMIN DU POUVOIR

**Vive la Ligue
Communiste
Internationale !**

P. 13



EN UNE

Photographie de Ferdinand Cazalis, « Feu à tout », Charleville-Mézières, 31 janvier 2023 (deuxième date de mobilisation nationale contre la réforme des retraites).

ÉDITO

La lutte c'est classe contre classe : faisons battre la bourgeoisie en retraite

Le mouvement de lutte contre la réforme des retraites agite largement l'actualité : des millions d'entre nous ont pris les rues, ont fait grève et ont bloqué leur lieu de travail ou d'études pour protester contre ce projet. Largement détestée par la majorité du pays, cette réforme n'a surpris personne. Elle est dans la droite lignée des lois portées par les gouvernements successifs depuis 30 ans qui pilonnent les droits sociaux. Macron l'avait annoncée dès 2017, et il avait déjà cherché à la faire passer en 2019 : la bataille qui se joue aujourd'hui avec le gouvernement est née de ce long développement.

La mobilisation massive dans le cadre de l'appel syndical indique une forte colère des masses. L'intersyndicale et ses directions ont décidé de condamner les mois de janvier et février à des journées ponctuelles de grève, une tactique récurrente sur les derniers mouvements sociaux. Son inefficacité n'est plus à prouver, d'autant plus quand le gouvernement refuse toute discussion ! Il ne suffit pas de faire sortir du monde dans les rues pour une marche calme, il faut qu'il y ait de la combativité pour que ça change !

C'est un constat partagé : selon BFMTV, 60 % des français déclarent que seul le blocage du pays peut permettre de faire reculer le gouvernement. Cette nécessité de la lutte des classes

ouvre la voie à la journée du 7 mars et à ses suites. La grève générale, les blocages et la reconductible sont sur la table, tout comme la mobilisation des petits commerçants, appelés à baisser le rideau en soutien à la grève.

Cependant, ce mouvement n'est qu'une des deux faces de la lutte de classes : nos droits et acquis ne sont détruits par la bourgeoisie que parce qu'elle nous prive du pouvoir ! En luttant contre Macron, nous devons voir la nécessité immédiate d'attaquer la bourgeoisie impérialiste française en général, l'État bourgeois intégralement, et ne pas se satisfaire des miettes que seraient un recul du gouvernement sur les trimestres de cotisation ou l'âge de départ à la retraite. La bourgeoisie a fait son temps : la révolution socialiste est la seule qui puisse la mettre à la retraite.

Voilà pourquoi nous vous proposerons, dans ce numéro, de nombreuses analyses sur les réformes anti-populaires des gouvernements bourgeois français, ainsi que sur les tactiques qui peuvent nous permettre de les combattre. Nous montrerons également qu'on a raison de se révolter contre ces projets réactionnaires, et que le mouvement ouvrier a besoin d'actes forts et de grèves dures pour s'organiser, lutter, et enfin vaincre.

SOMMAIRE

- 4 La réforme des retraites : une mesure anti-populaire de plus
- 5 La lutte de classes en France s'intensifie d'année en année
- 6 Échec et mat pour l'armée française au Burkina Faso
- 8 Iran : dans le silence, l'exécution des pauvres
- 9 Théorie : Pourquoi les acquis sociaux sont-ils attaqués, et que devons-nous faire ?
- 13 Vive la Ligue Communiste Internationale !
- 15 Bras de fer brésilien entre l'armée, Bolsonaro et Lula
- 16 France Bloch : une résistante communiste tombée il y a 80 ans
- 17 Impact de la réforme des retraites sur les femmes
- 18 Annie Colère : la lutte des femmes pour leur autonomie
- 19 Sport : Francis Ngannou combat l'UFC (MMA)

la Cause du peuple

est un journal prolétaire, anti-impérialiste et révolutionnaire. Il est le travail de tous ses contributeurs et contributrices, pilotés par le Comité de rédaction du journal, joignable sur Twitter et Instagram (@Cause_du_Peuple) et par mail : causedupeuple@protonmail.com

La Cause du Peuple est vendue à prix libre.

1 AU-DELÀ DES RETRAITES, LES GRÈVES POUSSENT COMME DES CHAMPIGNONS

A IKO près de Clermont-Ferrand (Auvergne), sur les remorqueurs du port de Rouen (Normandie), chez LVMH à Beauvais (Hauts-de-France), chez ArianeGroup à Crozon (Bretagne), à Legrand à Limoges (Limousin) ou encore chez Altrad-Endel dans la maintenance nucléaire à Montpellier (Occitanie), des piquets de grève importants ont lieu depuis des semaines ! Ce sont les salaires qui sont mis en cause : lors des négociations annuelles obligatoires, les patrons proposent des augmentations ridicules en-deçà de l'inflation, et moindre pour les ouvriers par rapport aux cadres. Contre cette situation, la mobilisation s'intensifie.

2 DUNKERQUE : LE PORT BLOQUÉ PAR LA GRÈVE, TOUT UN SYMBOLE !

Il est 7 heures, le 7 février. De tous les côtés de l'immense port de Dunkerque, tous les accès sont bloqués. Les salariés du port font grève contre la réforme des retraites, mais aussi la pénibilité du travail. C'est historique : plus aucun navire n'entre ou ne sort, une première dans l'histoire du port de cette ville ouvrière, 7^{ème} port du Range nord européen. La mobilisation existe aussi dans d'autres grands ports, comme au Havre.

3 OULLINS : UN DÉPUTÉ FAVORABLE À LA RÉFORME DES RETRAITES PLONGÉ DANS LE NOIR !

C'est une initiative qui a fait couler beaucoup d'encre : la CGT énergie et chimie a coupé l'électricité de la permanence d'un député macroniste à Oullins, près de Lyon. Ces initiatives, très populaires chez les masses, montrent qu'il est possible de dépasser les cadres de mobilisation traditionnelles et d'utiliser toutes les connaissances du prolétariat, qui fait tourner la société, pour mener la lutte de classes.

4 ACTIONS ROBIN DES BOIS : L'ÉLECTRICITÉ GRATUITE AUX PROLÉTAIRES QUI EN ONT BESOIN

À Lille, Nantes, Lyon, Nice, Marseille ou Saint-Nazaire, des hôpitaux, des barres HLM, des crèches, des bibliothèques ou des locaux associatifs ont reçu pendant plusieurs heures de l'électricité et du gaz gratuits grâce à l'action des grévistes et des militants. Alors que tout coûte plus cher, il est bel et bien nécessaire d'utiliser tous les moyens en notre capacité pour alléger ce poids sur notre classe et les larges masses.

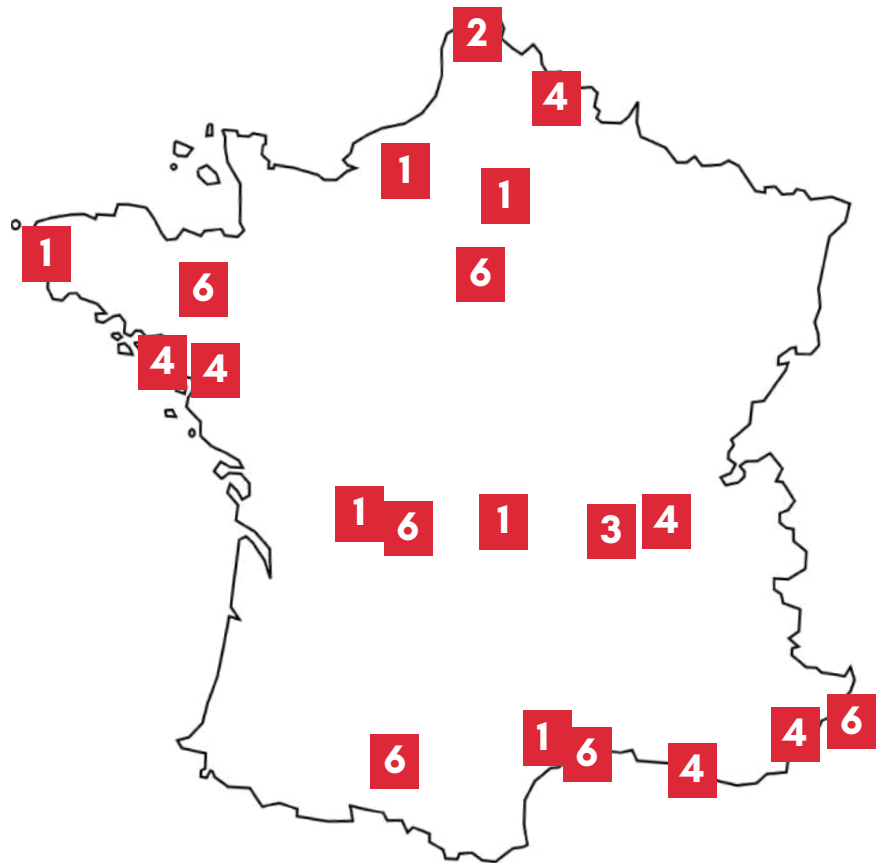
5 RAFFINERIES TOTALÉNERGIES : LA GRÈVE RECONDUITE

Dans plusieurs sites TotalEnergies, la grève contre la réforme des retraites enregistre des sommets affolants : de 56 % à 100 %. On le sait,

les grèves dans les raffineries sont détestées par l'État bourgeois, qui instille la peur de la pénurie de carburant. Pourtant, le monopole français Total a réalisé cette année le meilleur bénéfice de son histoire : 20,5 milliards de dollars, selon les chiffres révélés début février.

6 LYCÉES : DES MOBILISATIONS DANS PLUSIEURS VILLES DE FRANCE

Blocages, cortèges jeunes, comités de mobilisation : les lycées rentrent dans la lutte contre la réforme des retraites, malgré les intimidations et les vacances scolaires. Au lycée Jean Macé de Rennes, un blocage a eu lieu, tout comme dans d'autres villes comme Limoges, Montpellier, Paris, Toulouse, ou Nice. Les jeunes ont une place importante à prendre, et les blocages montrent la combativité que ce mouvement met en avant.



La réforme des retraites : une mesure anti-populaire de plus

Cela n'a échappé à personne en France : nous vivons actuellement une lutte qui concerne le gouvernement bourgeois de Macron et la large opposition à sa réforme des retraites.

L'accélération des réformes pour répondre à la crise

Mais cette réforme n'est pas nouvelle : elle n'est qu'une version réchauffée de ce qui avait été préparé pour 2019, puis repoussé à la suite du COVID en 2020, au milieu d'une mobilisation notamment portée par le secteur des transports à l'hiver 2019.

De la même manière, elle n'arrive pas seule : ces dernières années ont vu se succéder les lois sécuritaires (entrée de l'état d'urgence dans la loi, anti-casseurs, sécurité globale, séparatisme), et anti-chômeurs et pauvres (réformes du chômage, loi sur le logement). Leur point commun : attaquer les droits élémentaires des larges masses en France, dans un contexte où nous payons de plein fouet les effets de la crise comme l'inflation. Ce sont des dizaines de millions d'entre nous qui sommes concernés par les effets de tous ces textes qui renforcent notre exploitation et cherchent à nous couper les vivres.

Cette situation d'accélération des réformes est une tendance qui se poursuit depuis plus de 30 ans. Dès 1993, Balladur avait fait sa propre réforme des retraites, tandis qu'en 1995, 2006, 2010 ou encore 2016, des mouvements ont agité le pays face aux mesures anti-populaires des gouvernements, quelle que soit leur couleur politique.

Alors pourquoi tous les gouvernements font-ils ces réformes ? Et pourquoi le rythme s'accroît-il ?

C'est une réponse directe à la crise générale de l'impérialisme, dans laquelle la bourgeoisie française est embourbée. On le voit bien avec les retraites : Macron n'a à la bouche que la nécessité de la réforme et la compétitivité internationale, en montrant à quel point la France est en retard sur l'Allemagne ou les Pays-Bas,



▲
Manifestation contre la réforme des retraites à Limoges, le 7 février, ayant rassemblé 20 000 personnes.

où l'on part à la retraite des années plus tard. C'est car l'impérialisme français ne peut pas se satisfaire de décliner dans l'échelle des puissances ou de redistribuer à jamais : il doit réformer son État à marche forcée pour tenter, sans jamais réussir, à endiguer la crise.

Un gouvernement sourd révèle l'impuissance syndicale

Voilà pourquoi tous les gouvernements, socialistes, droite, macronistes etc. réalisent ces réformes. Ils agissent dans l'intérêt de la classe au pouvoir, dont ils sont les gestionnaires : tout comme Mitterrand l'avait déjà prouvé avec son « tournant de la rigueur » en 1983.

Aujourd'hui, malgré les millions de personnes dans les rues, le gouvernement de Macron et la bourgeoisie se montrent sourds à la mobilisation. C'est précisément pour cela : ils argumentent la nécessité de leurs réformes pour éviter que le système ne s'effondre.

Dans ce contexte, l'intersyndicale, dirigée par les grandes confédérations, mène la danse du mouvement depuis des dizaines d'années contre ces réformes. Malgré ces décennies de manifestations répétées, l'impuissance de cette tactique n'a jamais été aussi visible qu'aujourd'hui. Pour preuve : il y a des chiffres records, mais le gouvernement ne cède pas. On ne peut pas se satisfaire des cadres syndicaux.

L'unité à la base des prolétaires est nécessaire :

ne pas s'attacher à la couleur du gilet, mais aux actes et aux idées révolutionnaires qui fleurissent parmi nous. Dépasser les vieilles tactiques qui se sont vautrées dans le légalisme : en plus des manifestations dans les rues, on a vu en 2023 des « Actions Robin des Bois » où l'électricité a été rendue gratuite, des coupures de courant chez les députés...

Il faut attaquer la bourgeoisie, aller la chercher là où elle est. Quelle était leur stupeur quand des milliers de Gilets Jaunes attaquaient les Champs-Élysées, à l'hiver 2018 ? Il faut leur donner à nouveau cette peur. Rien de mieux que les paroles d'un de leurs chiens de garde pour rappeler ce qui passait dans la tête des bourgeois français à ce moment là : selon un CRS posté à l'Élysée et interviewé par France Inter, les Gilets Jaunes étaient : « *des gens qui voulaient en découdre, ils avaient de la bave qui leur coulait de la bouche, c'était des animaux* ».

Non, nous savons bien que nous ne sommes pas des animaux. Nous luttons pour nos droits, pour une vie meilleure, et ce qui nous amène spontanément dans la rue est la destinée partagée par toute une classe. Nous devons aller au-delà, partir à l'offensive sans dépendre des confédérations où siègent des « représentants » comme les secrétaires de la CFDT ou de la CGC, qui touchent plus de 4 500 € et 7 000 € net par mois chacun. Ces gens là ne sont pas de notre camp.

La lutte des classes en France s'intensifie d'année en année

Il faut reconnaître un fait objectif : la lutte des classes en France s'intensifie d'année en année. La bourgeoisie multiplie ses attaques, car elle sait que son pouvoir vacille sur lui-même, que les poutres qui la soutiennent sont toutes pourries. Nos raisons de nous révolter sont immenses, pour nous, nos parents, nos enfants,

nos proches. C'est bien sûr une tendance mondiale, dont il faut voir le développement ici.

Depuis au moins 6 ans, des mobilisations importantes structurent la lutte des classes en France : loi Travail (2016), loi Travail XXL (2017), Gilets Jaunes (2018-2019), grèves lycéennes

(2018), réforme des retraites (2019), divers mouvements suite au Covid (2020-2022) et désormais contre l'inflation, pour les salaires et contre la réforme des retraites (2022-2023).

Ce rythme, pour des luttes « générales », qui ne s'appuient pas sur des secteurs de la population ou de l'économie mais visent à mobiliser les larges masses, est très rapide. Il marque une accélération de la tendance des 20 dernières années.

Vente de la Cause du Peuple pendant la manifestation du 7 février, à Lille, qui a rassemblé 55 000 personnes.



Rien que depuis janvier, nous avons vu des « records » : nombre de personnes dans la rue, des sites bloqués pour les premières fois (ports, raffineries, gares avec zéro train dans une région entière), des grèves surprises dans des lieux peu attendus (aéroports) et, dans les mois qui précédaient, des grèves dans la grande distribution, les magasins de sport, des usines de taille moyenne...

Et parallèlement, avec la désorganisation de la classe ouvrière, beaucoup ne savent pas quoi faire face à un gouvernement qui ne négocie pas gentiment, face à une police qui arrête et mutilé, face à un État bourgeois qui fait comprendre qu'il s'en fout des manifs où on fait un petit tour de place avant de s'en aller.

Pourtant, 7 membres de la classe ouvrière en France sur 10 refusent le capitalisme selon les sondages¹. Et 6 personnes sur 10 déclarent ne pas avoir confiance en le gouvernement, l'Assemblée nationale ou le Sénat². Le prolétariat dans ce pays est conscient, révolté, agité ! C'est la réalité qui le prouve, au-delà de nos appréciations personnelles. Il faut donc développer sans relâche l'organisation, se diriger en rangs serrés vers la révolution qui mettra à bas l'impérialisme français et le remplacera par son strict opposé : le socialisme.

¹ Sondage Odoxa, décembre 2021, échantillon de 1005 personnes.

² Sondage Opinonway, janvier 2022, échantillon de 10 566 personnes.

Échec et mat pour l'armée française au Burkina Faso

À partir du 22 février, la France devra avoir retiré ses troupes du Burkina Faso, suite à la demande du gouvernement du pays. C'est la fin d'une présence historique de l'armée sur le territoire, et un énième revers au Sahel pour les intérêts impérialistes français.

23 janvier : le gouvernement du Burkina Faso exige le retrait de l'armée française de son territoire. S'ensuivent 48 heures d'un déni douloureux pour Emmanuel Macron, qui demande pendant plusieurs heures des « clarifications » au président Ibrahim Traoré. Rien à faire : le cauchemar de Macron se réalise, le gouvernement français cède. Le ministère des Affaires étrangères annonce que les forces spéciales françaises Sabre¹, présentes depuis 2009 à Kamboinsin², vont plier bagage sous un mois. Un coup dur pour l'impérialisme français, pourtant prévisible : tous les signes étaient là depuis plusieurs mois.

« Dehors les diplomates pyromanes »

Tous les signes étaient là depuis plusieurs mois : en novembre 2021, un convoi des forces françaises Barkhane est bloqué à Kaya. Deux mois plus tard, en janvier 2022, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba réussit un coup d'État, soutenu (discrètement) par la France. Les rues des grandes villes du pays sont alors envahies de manifestants demandant le départ des forces françaises. En octobre dernier, alors que le capitaine Ibrahim Traoré, un autre militaire burkinabé, effectue le deuxième coup d'État de l'année dans le pays, c'est l'ambassade de France qui est attaquée. Les manifestants demandent encore une fois l'annulation des accords de défense et de sécurité entre les deux pays. Puis en décembre et janvier, c'est autour de la figure même de l'ambassadeur de France au Burkina Faso que se cristallisent les tensions. Des milliers de manifestants marchent dans Ouagadougou à l'appel du Collectif des leaders panafricains (CLP), et demandent le

départ de l'ambassadeur Luc Hallade, ainsi que la fermeture de la base de l'armée française à Kamboinsin. Dans la foule, on trouve les pancartessuivantes : « Armée française, dégage de chez nous », « France dégage », ou encore « Dehors les diplomates pyromanes ». Des posters géants des présidents malien Assimi Goïta et guinéen Mamadi Doumbouya, arrivés au pouvoir comme le capitaine Traoré grâce à des coups d'État, ainsi que celui du président russe Vladimir Poutine, sont également brandis au milieu des drapeaux burkinabé. L'inquiétude française se fait déjà sentir à ce moment-là : le 10 janvier, la secrétaire d'État auprès de la ministre des Affaires étrangères est envoyée à Ouagadougou par le gouvernement français pour une rencontre avec le président Traoré. L'impérialisme français est sur la défensive,

Dans la foule de milliers de manifestants, on trouve les pancartes suivantes : « Armée française, dégage de chez nous », « France dégage », ou encore « Dehors les diplomates pyromanes »

et tente de rassurer par les mots : « *La France n'impose rien, elle est disponible pour inventer un avenir ensemble. (...) Personne ne peut dicter ses choix au Burkina.* » Peine perdue !

Le mécontentement de l'état-major

Les Burkinabés ont bien compris que l'ancien colon n'est là que pour ses propres intérêts, militaires comme économiques. Sur le premier aspect, la présence française en Afrique est stratégique : la France et les semi-colonies³

³ Une semi-colonie est un pays officiellement indépendant mais sous la domination économique et politique d'un autre État.



concernées la justifient par la lutte contre le terrorisme jihadiste. Le Mali avait par exemple « accueilli » les militaires français de l'opération Barkhane à partir de 2013, avant de les conduire vers la sortie du territoire début 2022. Au Burkina Faso, Sabre était présente depuis 2018. Et si la population exprime depuis de nombreux mois son mécontentement vis-à-vis de la présence française, la force spéciale a même réussi à se mettre à dos l'état-major burkinabé ! En cause : de nombreux vols non déclarés de la part de l'aviation de l'armée française ; et lorsque les plans de vols étaient fournis, ils étaient rarement respectés. Des soupçons concernant l'existence d'une piste d'atterrissage secrète avaient échauffé les esprits et mené à l'ouverture d'une enquête. L'une des premières décisions de la junte d'Ibrahim Traoré, lors de sa prise de pouvoir en octobre 2022, a d'ailleurs été de clouer au sol l'aviation militaire française. Autre sujet de tension : le sort réservé aux prisonniers faits par l'opération Sabre dans le cadre de la lutte contre les groupes jihadistes. Les militaires burkinabés reprochaient aux militaires français d'interpeler des citoyens et de les auditionner avant même de les avoir remis aux autorités du pays. Alors même que le Burkina Faso connaît une recrudescence de la violence ces derniers mois⁴, l'argument de la lutte contre le terrorisme ne suffit plus : les masses burkinabés en ont assez, et la junte au pouvoir également.

L'enjeu de l'exploitation des mines d'or

Une lutte de libération nationale, donc ? Loin de là : Ibrahim Traoré a beau se revendiquer

⁴ Les attaques des groupes liés à Al-Qaïda et à l'État islamique y ont fait des milliers de morts et 2 millions de déplacés depuis 2015. Ces groupes occupent environ 40 % du territoire burkinabé.

¹ Cette unité opérationnelle interarmées de 350 militaires constitue le déploiement le plus important de forces spéciales hors de France.

² À une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de Ouagadougou.



Des manifestants rassemblés à Ouagadougou, le 20 janvier 2023.

comme l'héritier de Thomas Sankara, ses nouvelles alliances démontrent le contraire. Les soupçons autour d'un rapprochement avec la Russie remontent à plusieurs mois. Le 7 décembre, un mystérieux changement d'agenda du Premier Ministre burkinabé suscite l'interrogation. Il se rend à Moscou où il reste huit jours. Le but du voyage demeure secret mais au lendemain de son retour, le Burkina Faso décide d'octroyer le permis d'exploitation d'une nouvelle mine d'or à la société russe Nordgold, selon un compte-rendu du conseil des ministres. Prévu pour une durée de 4 ans, ce permis devrait permettre la production de 2,53 tonnes d'or, soit l'équivalent de 140 millions d'euros. Avec environ 70 tonnes par an et 17 mines industrielles, la production d'or est devenue en une douzaine d'années le premier produit d'exportation du Burkina Faso, devant le coton. C'est donc évidemment l'enjeu économique central derrière la présence militaire française, mais aussi russe, dans le pays. Nordgold exploite déjà trois gisements dans le nord du Burkina

Faso, particulièrement en proie aux violences jihadistes depuis 2015. Au mois d'avril 2022, le groupe russe avait annoncé l'arrêt pour « *raisons de sécurité* » de la mine de Taparko.

Avec environ 70 tonnes par an et 17 mines industrielles, la production d'or est devenue en une douzaine d'années le premier produit d'exportation du Burkina Faso

Or, Ibrahim Traoré s'est donné pour objectif « *la reconquête du territoire occupé par ces hordes de terroristes* » : « *Nous sommes là pour une mission, c'est la sécurité, c'est la mission*

première. » Il prétend ainsi placer la sécurité du peuple burkinabé au premier plan, alors même que les armées nationales sont connues pour leurs crimes de guerre en Afrique. Les partenariats recherchés par le capitaine Traoré sont donc d'ordre militaire : « *[il faut qu'on] nous permette de pouvoir nous équiper et faire la guerre, parce qu'on ne va pas s'asseoir et regarder notre peuple mourir, ça jamais !* » En réalité, l'enjeu derrière la sécurisation du pays, c'est l'exploitation des mines d'or et du reste de l'économie, que ce soit par la France ou par la Russie. Et pour cela, Traoré n'hésite pas à jouer avec les alliances : en éjectant la France et en s'alliant avec les Russes, il s'assure le soutien de l'opinion publique. Mais il ne fait que remplacer un impérialisme par un autre.

Manifestations contre une Cop-city aux États-Unis

La « ville des flics » : c'est un projet de construction signé par la société Brasfield & Gorrie¹ à Atlanta aux États-Unis qui ferait rougir d'excitation n'importe quel fasciste en herbe. Il s'agit d'une ville fictive pour l'entraînement des forces de répressions de la justice bourgeoise. Quoi de mieux pour dépenser l'argent public qu'un Disneyland du meurtre pour flics à 90 millions de dollar ? Pire encore, c'est dans une des rares zones naturelles du sud-est d'Atlanta que les autorités bourgeoises locales ont décidé d'imposer ce camp. Les 40 hectares de forêt que ce projet délirant projette de détruire sont d'une importance écologique certaine pour la population majoritairement noire et hispanique des quartiers avoisinants ; ce qui les rendent d'autant plus négligeables par la bourgeoisie, puisqu'ils ne perdent ici aucun électoral.

Depuis un an bientôt, des militant·e·s de différentes branches, écologiques principalement, font rempart de leurs corps contre les

¹ Dont le bénéfice est de 3,8 milliards de dollars/an.

bulldozers pour s'opposer au projet. Malgré les violences répétées, les menaces, le harcèlement juridique et les arrestations abusives, le nombre de militant·e·s sur place n'a cessé d'augmenter depuis décembre. Leur courage est d'autant plus notable qu'on connaît la gâchette facile de la police yankee. Ces militant·e·s réclament de la police qu'ils cessent d'attaquer si lourdement armés afin d'éviter les morts inutiles... Le 18 janvier, Manuel Teran,

un infirmier de 29 ans, a ainsi été abattu par balle lors d'une attaque de la police. Depuis, plusieurs manifestations combatives ont lieu pour dénoncer à la fois ce meurtre et le projet en lui-même.

Un véhicule de la police d'Atlanta incendié lors d'une manifestation contre la Cop City à Atlanta le 21 janvier 2023.



Iran : dans le silence, l'exécution des pauvres

La répression se poursuit en Iran. Le mouvement né suite à la mort de Mahsa Amini, il y a 4 mois, est puni dans le sang¹. Ce sont les plus pauvres qui en payent le plus durement le prix. Car les médias bourgeois aiment bien parler d'artistes ou de sportives connues arrêtées, mais celles-ci font partie des « privilégiées » : le régime iranien ne les traite pas de la même manière que les femmes prolétaires. En janvier, l'actrice Taraneh Aldousti a été libérée de la prison d'Evin (...après avoir versé l'équivalent de 25 000 € de caution, car elle pouvait se le permettre !), sans voile, le sourire aux lèvres, accueillie par ses amis du cinéma. Pendant ce temps-là, quatre pauvres étaient exécutés par le régime : Mohsen Shekari, 23 ans, garçon de café à Téhéran ;

Majid Reza Raznavard, 23 ans, sans emploi² ; Seyyed Mohammad Hosseini, 39 ans, ouvrier ; Mehdi Karami, 22 ans, fils d'un

Déjà en 2019, les jeunes des masses populaires avaient affronté les forces du régime lors de violentes manifestations

vendeur de mouchoirs à la sauvette. Autre exemple avec une vidéo devenue virale, où on voit des femmes se balader tranquillement dans un grand centre commercial à Téhéran, sans voile et sans être réprimées.

Si cette vidéo a pu être perçue comme un signe de changement positif en Iran, en réalité, elle montre le privilège des plus riches : dans les quartiers populaires, les pauvres continuent à être réprimés sans pitié. Déjà en 2019, les jeunes des masses populaires avaient affronté les forces du régime lors de violentes manifestations. À l'époque, c'était contre la hausse des prix de l'énergie. Le reste de l'Iran les avait ignorés, et leur soulèvement s'était éteint en 3 semaines, la police et l'armée ayant tué 1500 personnes. Les masses iraniennes sont puissantes et l'impitoyable répression qu'elles subissent ne sont que le reflet de la menace qu'elles représentent.

¹ On compte plus de 500 morts parmi les manifestant·e·s et l'arrestation de 16 000 autres.



Théorie : Pourquoi les acquis sociaux sont-ils attaqués, et que devons-nous faire ?

En France, tout comme dans un grand nombre d'autres pays impérialistes, les réformes successives mettent à mal les « acquis sociaux ». Parfois également appelés « conquits sociaux », ils représentent dans l'imaginaire collectif toutes les réformes sorties des luttes ouvrières en Europe au 19^{ème} siècle. Retraites, droits au travail, chômage, congés payés, sécurité sociale, etc. En France, l'idée que ces « acquis » nous sont dus sans condition est très forte, même si l'on se souvient des luttes qui les ont produits : les grèves de 1936, 1968...

Au 21^{ème} siècle, la bourgeoisie ne veut plus de ces réformes, et elle restructure son État pour s'en débarrasser. Depuis la Seconde Guerre Mondiale, elle redistribuait largement ses superprofits dans les pays impérialistes pour faire accepter à la population l'oppression et l'exploitation, à la maison comme à l'étranger. Désormais, l'heure est aux coupes budgétaires, à l'allongement du temps de travail, au recul de l'âge de départ à la retraite. C'est une tactique logique pour la bourgeoisie : elle a le pouvoir de reprendre ce qu'elle a donné, et elle en a besoin pour se sortir de sa crise générale. En face d'elle, elle trouve un mouvement ouvrier qui, parasité par le réformisme, se croit sur la défensive.

Voilà pourquoi nos « acquis sociaux » sous le capitalisme ne sont pas durables et sont désormais attaqués. Lénine écrivait : « La

bourgeoisie libérale accorde des réformes d'une main, et de l'autre les reprend toujours, les réduit à néant, les utilise pour asservir les travailleurs, les diviser en groupes séparés et perpétuer l'esclavage salarié. »

Même dans les soi-disant « paradis sociaux-démocrates » du Nord de l'Europe (Suède, Norvège, Danemark), « l'État providence » est depuis longtemps une illusion.

Il faut leur arracher le pouvoir : seul notre propre pouvoir pourra garantir de véritables conquêtes durables

Les impérialistes ferment les vannes partout et enfoncent leurs griffes plus profondément dans les pays opprimés et dans notre exploitation ici. Ce n'est pas un signe de leur force, mais de leur faiblesse : ils n'ont que ça pour se maintenir.

Alors que faire ? Évidemment nous nous mobilisons quand le gouvernement bourgeois attaque nos droits, nos « acquis ». C'est la réaction la plus normale : « Les marxistes reconnaissent la lutte pour les réformes, c'est-à-dire pour des mesures qui améliorent les

conditions des travailleurs sans détruire le pouvoir de la classe dirigeante. » (Lénine)

Mais ce n'est pas suffisant. Si l'on identifie que le pouvoir de la bourgeoisie est la raison pour laquelle ils peuvent toujours nous retirer nos « acquis », alors il ne suffit pas de demander la retraite à 60 ans ou le SMIC à 2000 €. Il faut leur arracher le pouvoir, avec la conscience que seul notre propre pouvoir pourra garantir de véritables conquêtes durables. La lutte de classes n'est pas superficielle : il faut voir le chemin qui mène à la révolution socialiste en France, par la forme la plus élevée de cette lutte.

La soi-disant « alternative » de la gauche réformiste, qui fait ses choux gras sur les mouvements de masse pour alimenter sa « lutte parlementaire » ne fait que nous ramener à l'arrière et nous refuser la véritable libération : « Plus l'influence réformiste est forte parmi les ouvriers, plus ceux-ci sont faibles, plus ils dépendent de la bourgeoisie, et plus il est facile pour la bourgeoisie d'annuler les réformes par divers subterfuges. Plus le mouvement ouvrier est indépendant, plus ses objectifs sont profonds et larges, et plus il est libéré de l'étroitesse réformiste, plus il est facile pour les travailleurs de conserver et d'utiliser les améliorations. » (Lénine)

Luttes internationales du prolétariat et des peuples opprimés

1 NIGER

Le Niger est visiblement considéré comme une poubelle à ciel ouvert pour l'entreprise française Orano, anciennement connue sous le nom Areva. Pendant 40 ans, ils ont exploité une mine d'uranium à Arlit, dans le Sahara nigérien. L'uranium sorti de terre était notamment destiné à faire tourner les centrales nucléaires françaises. Le site a fermé depuis 2 ans mais les déchets n'ont pas bougé d'un pouce. Pire, rien n'a été fait pour traiter les 20 millions de tonnes de boues radioactives extraites en 40 ans, qui sont toujours à l'air libre. Sauf qu'avec les vents très puissants qui soufflent dans la région, les poussières et le gaz radioactifs se dispersent dans l'environnement, jusqu'à contaminer les eaux souterraines. Évidemment, les risques pour les habitants sont énormes, même si le directeur de la Cominak (filiale locale d'Orano) assure que l'eau est potable : « Il n'y a pas de [contamination] qui va au-delà de notre périmètre. C'est bien contrôlé. » On y croit ! Et tant pis pour les 600 travailleurs du site, certains ayant développé des pathologies graves. Cerise sur le gâteau, la Cominak n'a pas respecté le plan social signé lors de la fermeture du site, qui devait garantir la prise en charge des frais de santé des mineurs.

2 INDONÉSIE

Le 15 janvier, une grève a éclaté dans une fonderie de nickel, sur l'île indonésienne de Célèbes. L'usine appartient à la Gunbuster Nickel Industry (GNI), une filiale d'un groupe chinois appelé Jiangsu Delong Nickel Industry (JDNI). Les ouvriers se sont mobilisés contre les mauvaises conditions de travail et la faible rémunération dans l'entreprise. Cette grève a tourné à l'émeute et à l'affrontement avec les forces de l'ordre le soir même, car les ouvriers ont pénétré l'usine, malgré le cordon du personnel de sécurité, et ont incendié des machines et des engins de chantier. Deux ouvriers ont été tués par la police indonésienne dans ces affrontements, et 71 personnes ont été interpellées. L'activité de l'usine, inaugurée en 2021, a été suspendue, alors qu'elle produit 1,8 millions de tonnes de nickel par an. L'extraction de ce métal est un enjeu majeur pour l'Indonésie : le nickel est indispensable pour fabriquer de l'acier inoxydable et les batteries des voitures électriques. À cause de ses importantes réserves, le pays a attiré l'intérêt de groupes chinois comme la JDNI, qui investissent massivement dans ses pays voisins riches en ressources naturelles (comme en Mongolie, voir le n°66 ou l'article en ligne ▲).



3 GUYANE

Dans l'indifférence de l'État français (mais qui est surpris ?), des jeunes Amérindiens et Bushinengué (descendants d'esclaves rebelles) sont maltraités, agressés, et presque réduits à de l'esclavage moderne dans des « familles d'accueil » en Guyane, de manière tout à fait légale. Ce système mis en place en 2005 a pour but de reloger des enfants et adolescents venant de communes de l'intérieur des terres de Guyane dans des familles d'accueil du littoral, soi-disant pour leur permettre d'accéder à l'école. 400 élèves sont ainsi déplacés chaque année dans 210 familles. Elles sont rémunérées 500 € par mois et par jeune et en ont ainsi fait un véritable business, n'hésitant pas à cumuler en logeant 4, 5 et même 10 jeunes en même temps. Ceux-ci sont hébergés dans des conditions indignes : toilettes défectueuses, eau de douche impropre, pas d'Internet, cafards, moisissures... Les jeunes Amérindiens et Bushinengué subissent de nombreuses violences : la plupart ne mangent pas en même temps que les familles, et ne mangent pas la même nourriture. Une jeune Amérindienne raconte même qu'elle a parfois passé 3 jours sans manger. Ils sont régulièrement humiliés et rabaisés : interdictions d'accès au réfrigérateur de la maison, parfois cadenassé ; interdictions injustes de sortie... Et leur force de travail est bien sûr exploitée : « Les week-ends, on devait se lever à 6 heures du matin pour nettoyer toute la maison. »





Certains jeunes ont aussi rapporté des agressions sexuelles couvertes par l'administration française. Ce système n'est que le prolongement des violences éducatives perpétrées durant la colonisation par l'État français dans ses colonies, aidée de l'Église catholique.

4 GRÈCE

11 militantes et militants turcs arrêtés en mars 2020 en Grèce ont été libérés à la suite de leur procès en appel qui s'est tenu à Athènes. Ils avaient été mis en garde à vue suite à une opération policière dans le centre d'Athènes : les policiers avaient saisi une cache d'armes contenant des pistolets, des mitraillettes, des grenades et des armes antichar destinées à la lutte contre la dictature d'Erdogan. Accusés de participer à la résistance armée en Turquie, le premier procès les avait condamnés

à 333 ans de prison. Ils avaient alors entrepris une grève de la faim de 90 jours pour demander justice. Leur deuxième procès, en appel, a tranché le 10 janvier en faveur d'une libération de ces 11 militantes et militants révolutionnaires qui ont ensuite été rapatriés en Turquie.

5 PALESTINE

C'est l'opération israélienne la plus meurtrière en Palestine depuis 20 ans. Un raid de l'armée a tué 9 Palestiniens le 26 janvier, dans le camp de réfugiés de Jénine, dans le nord de la Cisjordanie. Les autorités israéliennes ont présenté l'opération comme « anti-terroriste », contre le Jihad islamique. Pourtant, l'armée d'occupation n'a pas tué que des combattants armés : des enfants et une femme de 61 ans sont morts dans cette attaque qui porte à 30 le nombre de Palestiniens tués depuis début janvier. Les soldats israéliens sont arrivés tôt le matin, dissimulés dans un camion de livraison de lait. Puis ils ont amené des jeeps et des bulldozers, détruisant tout sur leur passage, et ont tiré dans tous les sens. Un habitant du camp qui abrite 23 000 personnes décrit « une véritable boucherie ». Des gaz lacrymogènes ont ensuite été lancés dans l'hôpital de Jénine. Les Palestiniens ont répondu par des tirs de balles et des jets de cocktail Molotov. Le lendemain, c'est un jeune Palestinien de 21 ans qui a ouvert le feu près d'une synagogue, tuant 7 Israéliens avant d'être abattu par la police. Emmanuel Macron en personne s'est empressé de condamner cette attaque... Sans dire un mot du massacre commis par l'armée d'occupation la veille, bien sûr. Il a aussi oublié de mentionner le fait que le jeune Palestinien auteur de l'attaque est le petit-fils de Khairi Alkam (dont il porte aussi le nom). Son grand-père avait été poignardé à mort par un colon en 1998.

VIVE LA LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE - LCI !



Vive la Ligue Communiste Internationale !

Le 26 décembre dernier, nous apprenions la fondation de la Ligue Communiste Internationale (LCI). Nous avons relayé cette nouvelle avec beaucoup d'enthousiasme, ainsi que partagé des images des actions initiées en France et dans le monde pour célébrer la fondation de la LCI. Alors nous pouvons nous poser la question : pourquoi, comme média révolutionnaire, soutenons-nous cette marche en avant du Mouvement Communiste International ?

Partout, l'impérialisme asservi les peuples. Les monopoles des diverses puissances impérialistes se battent pour l'accès aux ressources, corrompent chaque fraction de la classe politique, mobilise des fonds pour réprimer les peuples en révolte et soutenir l'effort de guerre. On le voit au Sahel, au Tchad, en Palestine, au Yémen, en Birmanie, au Sri Lanka, en Arménie, et plus récemment en Ukraine. Ces pays sont ce que Mao appelait les « zones de tempête » de l'impérialisme. En France aussi, les mêmes monopoles et grands bourgeois qui pillent l'Afrique et l'Europe de l'Est sont ceux qui possèdent les grands médias et financent les principaux partis politiques bourgeois. Les partis bourgeois d'opposition, du RN à la NUPES n'offrent pour nous aucune alternative crédible, cherchant à isoler (voir éliminer) les éléments les plus vulnérables de la classe, ou persister

à nous bercer de l'illusion du réformisme sur le dos des pays dominés. C'est pour cela que nous ne voyons qu'une seule alternative crédible pour le prolétariat : la prise de pouvoir et la maîtrise de la production et de la politique par la classe ouvrière, en France et dans le monde : la Révolution socialiste.

Les communistes s'organisent pour cela depuis plus de 150 ans, lors de la parution de leur programme en 1848 : le Manifeste du Parti communiste. Leurs organisations ont été nombreuses jusqu'à nos jours : de la Ligue des communistes à la « Première internationale » créée par Karl Marx, puis les Deuxièmes et Troisièmes Internationales avec Engels, puis Lénine. Nous pensons que ces formes d'organisation sont nécessaires, car le mouvement communiste a toujours su organiser la partie la plus résolue, déterminée, avancée de la classe ouvrière, des hommes et des femmes prêts à dédier leur vie à la Révolution, pour changer le cours de l'Histoire et de nos vies. Après la disparition de la Troisième internationale dans le chaos de la 2nd Guerre mondiale, des tentatives de coordinations ont été initiées pour unir le mouvement communiste et révolutionnaire luttant contre la restauration capitaliste en URSS et en Chine. Ce n'est qu'en 1984 que naît le Mouvement Révolutionnaire Internationaliste (MRI),

quatre ans après le lancement héroïque de la Révolution au Pérou, première de ce type déclenchée après les restaurations capitalistes dans les grands pays socialistes.

Aujourd'hui, le monde compte quatre pays où les masses mènent des révolutions armées, des Guerres populaires dirigées par de grands partis communistes : l'Inde, les Philippines, la Turquie et le Pérou. La fondation de la LCI, avec la participation de deux de ces partis communistes et des partis et organisations de douze autres pays, est une grande nouvelle pour notre classe et les masses opprimées du monde entier. C'est un pas de plus vers l'unité du mouvement communiste pour guider la Révolution mondiale et libérer les peuples de leurs chaînes ; un pas de plus franchis vers la reconstitution de l'Internationale Communiste, centre de commandement mondial pour l'édification du socialisme sur toute la Terre. C'est pour cela que nous saluons la fondation de cette Ligue.

*Le Comité de rédaction de
la Cause du Peuple*

Lâché de drapeaux en célébration de la LCI
en Colombie.



Turquie : solidarité avec les victimes du séisme

Le 6 février à 4h17 du matin, un séisme d'une magnitude de 7,7 a frappé la ville de Pazarcik entraînant dans son carnage les régions de Maraş, Antakya, Osmaniye, Antep, Urfa, Amed, Malatya, Kilis, Adiyaman, Adana... mais également le nord de la Syrie et le Rojava. A 13h24, un second séisme dont l'épicentre était à Elbistan a de nouveau ébranlé les mêmes régions. Selon les déclarations officielles, plus de 40 000 personnes sont mortes, et plus de 100 000 ont été blessées.

L'État, qui organise son budget en fonction de sa politique de guerre et des intérêts des classes dirigeantes bourgeoises a de nouveau laissé son peuple démuné face à la mort.

En d'autres termes pour l'État, le séisme et ses résultats destructeurs sont « naturels » et « prédestinés », ce qui impose aux peuples se résigner face à la douleur, la mort, la cruauté. Nous ne pouvons accepter et nous soumettre à cette conception. Bien qu'il ne soit pas possible d'empêcher un séisme, il est certaine-

ment possible d'en prévenir les conséquences. Dans une zone qui a connu de nombreuses catastrophes sismiques, le système dirigeant n'a pris aucune mesure de prévention. La politique de construction-urbanisation a été le signe avant-coureur des destructions qui ont eues lieu : l'État a octroyé des facilités et financé des patrons rentiers avides de profit dont les constructions bon marché étaient incapable de supporter la moindre secousse.

Nous devons accroître notre solidarité.

C'est pourquoi la seule chose qui puisse remédier au désastre que traversent les peuples de Turquie est d'organiser de la manière la plus

forte possible notre propre solidarité. L'AGEB (Union des travailleurs immigrés en Europe) organise dans un premier temps une campagne de solidarité financière, compte-tenu que l'aide matérielle est pour le moment bloquée aux frontières ou réquisitionnée par l'État. L'AGEB invite également les forces progressistes et révolutionnaires à relayer la campagne de solidarité.



Philippines : récit d'une embuscade réussie !

Le 15 janvier, à 20h des coups de feu détonnent à Calmayon, un petit village au cœur des Philippines. La Nouvelle Armée Populaire (NPA – force armée du Parti communiste des Philippines) a tendu une embuscade ciblant 12 soldats du 22ème bataillon d'infanterie de l'armée Philippine, composé en partie de membres des « Forces armées citoyennes » : une force paramilitaire fasciste spécialisée dans la contre-insurrection. L'embuscade est un succès, un membre des paramilitaires est éliminé, un autre est blessé et un caporal de l'armée est touché. Aucun membre de la NPA n'a été atteint.

Depuis le début de l'année 2020, ce bataillon de l'infanterie avait fui la région, grâce à l'activité des révolutionnaires.

Pourtant, ce soir-là, les soldats étaient réunis dans un campement. Ils prétendent fournir des services aux villageois au nom du « Retooled Community Support Program » (Programme de soutien commu-

Depuis le début de l'année 2020, ce bataillon de l'infanterie avait fui la région, grâce à l'activité des révolutionnaires

nautaire remanié). Et quel soutien ! Car c'est bien dans le cadre de ce programme

que des arrestations soudaines, des intimidations, du harcèlement, des vols et des massacres ont été commis envers les populations locales par des soldats et paramilitaires.

Cette offensive de la NPA fait partie des efforts du mouvement révolutionnaire pour rendre justice aux victimes et punir les éléments fascistes de l'armée Philippine.

Les masses locales s'opposent à la présence des troupes armées du gouvernement près des habitations civiles. La NPA répond à l'appel et fait battre en retraite les ennemis du peuple !

Bras de fer brésilien entre l'armée, Bolsonaro et Lula

Le 8 janvier dernier, environ 4000 militants pro-bolsonaristes ont envahi la « Place des Trois Pouvoirs », à Brasilia, où se trouvent les bâtiments du gouvernement. Cette tentative de coup d'État fait suite à la défaite à l'élection présidentielle de l'ex-président Bolsonaro, fin 2022.

Cet évènement n'a rien de surprenant. Il n'est que le reflet de l'état du Brésil : un pays semi-féodal (importance des latifundio¹ et du régime de la terre) et semi-colonial (dominé par l'impérialisme, principalement yankee) en crise, dirigé par la bourgeoisie. Durant les quatre années de son mandat, entre 2018 et 2022, Bolsonaro a rallié à lui les éléments les plus pourris et réactionnaires² de la police et de l'armée. Et depuis sa défaite, l'ex-président se cache derrière le soi-disant trucage des élections et incite au coup d'État. Il cherche partout le soutien de l'armée, et le trouve souvent : la famille de l'ancien commandant de l'armée Eduardo Villas-Boas a été impliquée dans l'organisation du campement devant le siège du 8 janvier. Villas-Boas lui-même s'y est rendu. Lui et de nombreux généraux ont ouvertement défendu que ce campement était une « manifestation démocratique » et un « droit à la liberté d'expression ». Résultat : après plusieurs semaines d'un campement de pro-bolsonaristes aux abords de la Place des Trois Pouvoirs, plusieurs milliers de militants fascistes ont envahi la place... littéralement escortés et protégés par la police !

Un pion dans l'échiquier militaire

On assiste au Brésil à la construction d'un rapport de force particulier. C'est l'expression d'une contradiction forte au sein même de la bourgeoisie : la police et l'armée sont des soutiens actifs de Bolsonaro pour contrer la volonté du président Lula de diminuer leur

pouvoir. Lula n'est pourtant objectivement qu'un opportuniste qui va appliquer un programme bourgeois avec ses alliés de droite. Mais dans les faits, l'ACFA (haut commandement des forces armées) veut surplomber tous les gouvernements, qu'il s'agisse de celui de Lula ou de Bolsonaro. Les campements sont le moyen choisi par l'ACFA, qui manipule les bolsonaristes, de faire comprendre au nouveau gouvernement ce dont il est capable, et

De nombreux généraux ont défendu que ce campement fasciste était une « manifestation démocratique »

que les militaires sont, en réalité, le « pouvoir modérateur ». Concrètement, cet évènement soutenu par l'ACFA lui a permis de transmettre le message suivant : « Voilà ce qui arrive avec l'élection d'un président corrompu,

dans un procédé dont nous ne certifions pas la régularité et qui a jeté la société brésilienne dans le chaos et le désordre. C'est pourquoi la société demande une intervention militaire et nous sommes les garants des pouvoirs institués. » Objectivement, Bolsonaro n'est qu'un pion dans l'échiquier de l'ACFA.

La réponse contre-révolutionnaire

Dans cet échiquier, il faut aussi rajouter les propriétaires des latifundio. Historiquement, ils ont toujours marché main dans la main avec la police et l'armée. Ils ont même parfois organisé des milices dans le seul et unique but de mater les mouvements de révoltes des paysans pauvres du Brésil. Les assassinats à répétition sont la réponse contre-révolutionnaire par excellence des propriétaires contre les révoltes. Le 4 janvier 2023, c'est Patrick Gasparini Cardoso, un paysan et membre de la Ligue des Paysans Pauvres (LCP), qui a été assassiné. Les latifundios et l'armée ont sur leurs mains le sang des masses et des révolutionnaires du Brésil, de celles et ceux qui cherchent à lutter pour la terre, à lutter pour leur droit et leur vie.



Les camarades 'Mandruga' et 'Estacido', deux paysans assassinés au Brésil le 28 janvier par la police militaire.

1 Les latifundio sont de grandes propriétés rurales souvent consacrées à l'élevage extensif et à quelques cultures vivrières assurées par des paysans pauvres, liés au maître du domaine par des liens de dépendance à la fois personnelle et financière. C'est en Amérique latine que ces grands domaines sont les plus nombreux.

2 Éléments les plus violents pour maintenir l'ordre social.

France Bloch : une résistante communiste tombée il y a 80 ans

Le 12 février, nous commémorons les 80 ans de la mort de France Bloch.

France Bloch-Sérazin naît en 1913 à Paris et passe son enfance à Poitiers. Son père, Jean Richard Bloch, est à la fois journaliste et écrivain. France est bercée de l'idéologie révolutionnaire dès le plus jeune âge. Elle fait des études de chimie, à Poitiers puis à Paris.

Avant d'entrer dans la résistance, France adhère pendant la guerre d'Espagne au Mouvement contre la guerre et le fascisme. Elle perd son emploi de chimiste après l'instauration du régime de Vichy car elle est juive. Elle entre en résistance en 1941 et rejoint le groupe des Francs-Tireurs et Partisans Français (FTP). Elle y est surnommée Claudia, et vit dans la clandestinité.

Résolument communiste, elle mène de nombreuses actions de sabotages et de collectes d'informations. C'est elle qui fabrique les explosifs qui servent pour les attentats d'août 1941 du Colonel Fabien. Elle participe aux opérations contre une cartonnerie allemande à Saint-Ouen. Contre l'armée allemande, elle empoisonne quatre-vingt chevaux à la strychnine (un poison connu pour être mortel) et détruit un pylône électrique stratégique à Orléans. Prête à tout, elle tire à l'arme à feu sur la police en prenant la fuite, blessant ainsi un de ses poursuivants.

Elle est arrêtée le 16 mai 1942 par la police française en même temps que 68 camarades, puis torturée et emprisonnée à la prison de la Santé puis à Fresnes. France est condamnée à mort, déportée à Hambourg en Allemagne où elle est guillotinée le 12 février 1943 par les fascistes-nazis, comme la résistante Suzanne Masson quelques mois plus tôt. Elle n'avait pas encore 30 ans.

Lors du jour de son exécution France écrit sa dernière lettre à sa famille et ses amis, qui témoigne de son esprit combattant jusqu'au bout. En voici un extrait pour conclure ce portrait :

« Ce soir, je vais mourir ; à 9 heures, on m'exécutera. Je n'ai pas peur de quitter la vie, je ne veux seulement pas attacher ma pensée sur la douleur atroce que cela m'est de vous quitter tous, mes amis, [...] Beaucoup de camarades vous renseigneront sur ce qu'a été notre, ma captivité. Je ne vous la raconte pas. Je n'en ai d'ailleurs pas envie. Ce que je veux, c'est vous dire au revoir. Je meurs sans peur. [...] Je suis fière de

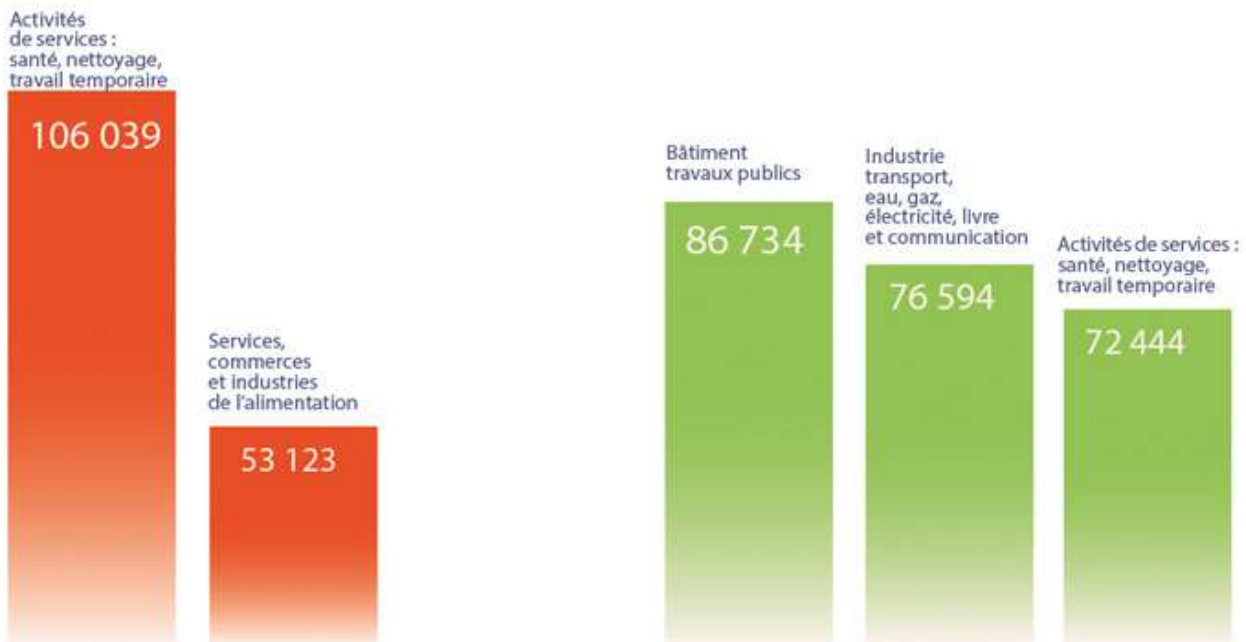
tous ceux qui sont déjà tombés, de tous ceux qui tombent chaque jour pour la libération. [...] Vous savez que j'ai eu une vie heureuse, une vie dont je n'ai rien, rien à regretter. J'ai eu des amis et un amour, vous savez, et je meurs pour ma foi. Je ne faillirai pas. Vous verrez tout ce que je ne verrai pas. Voyez-le et pensez à moi sans douleur. Je suis très très calme, heureuse, je n'oublie personne.

France »



L'impact de la réforme des retraites sur les femmes

Pour les accidents du travail



▲ Les accidents du travail pour les femmes (orange) et les hommes (vert) en fonction du secteur.

Pour continuer à faire des cadeaux à ses amis milliardaires Macron a décidé d'attaquer une nouvelle fois les plus précaires. Le gouvernement a donc fait passer sa réforme des retraites, au programme : augmentation de l'âge de départ à la retraite de 2 ans, augmentation des trimestres de cotisations pour passer progressivement de 42 à 43 ans, suppression des régimes spéciaux pour certains métiers difficiles, et comptage du droit à la retraite sous forme de points.

Ces mesures sont complètement déconnectées de la réalité quand on sait qu'un quart des plus pauvres sont déjà morts, qu'une grande partie se retrouve en arrêt maladie, au RSA ou au chômage car leur condition physique ne leur permet plus de travailler, que l'âge moyen en bonne santé est de 62 ans, et que déjà aujourd'hui beaucoup n'atteignent pas 42 ans de travail sans interruption. Ce qu'on nous demande c'est de mourir au travail ou d'y laisser notre santé mentale et physique.

Cette réforme est une attaque contre le

prolétariat et plus particulièrement les femmes prolétaires. Il est rare qu'elles aient une carrière professionnelle sans période d'interruption ou qu'elles travaillent continuellement à temps plein. Les raisons principales sont : la grossesse, les congés maternités et l'éducation des enfants, qui reste encore majoritaire-

Ce qu'on nous demande, c'est de mourir au travail, ou d'y laisser notre santé

ment la préoccupation des femmes au sein du foyer familial. De plus leur salaire reste toujours moins élevé en moyenne, et elles occupent plus d'emplois précaires (CDD, temps partiel imposé, Intérim).

En 2018 une étude révèle que la pension retraites des femmes est environ 30% moins élevée que celle des hommes, aussi les femmes partent en moyenne à la retraite 7 mois après, une nouvelle fois à cause de leur carrière

hachée. Avec cette nouvelle réforme elles continueront donc à partir de plus en plus tard et avec une retraite plus maigre. Ce sont dans les métiers prolétaires majoritairement féminins du nettoyage, de la santé et du travail temporaire que l'on trouve le plus d'accidents du travail et de maladies professionnelles (équivalents au secteur du BTP pour les hommes, qui est bien connu comme dangereux). Ainsi, en plus de partir plus tard, les femmes prolétaires partiront aussi en pire santé, comme les hommes prolétaires.

Ces faits prouvent clairement la nécessité concrète du féminisme prolétarien. Peu importe que des hauts postes comme PDG ou ministre soient occupés par des femmes, cela ne change rien au fait que les personnes les plus précaires et les plus opprimées dans une société dirigée par la bourgeoisie soient des femmes prolétaires et des masses. Tant que l'impérialisme ne sera pas renversé, le patriarcat continuera de peser comme le poids de l'oppression sur les épaules des femmes, particulièrement les plus pauvres.

Annie Colère : la lutte des femmes pour leur autonomie

Alors que le Parlement veut constitutionnaliser la loi Veil malgré ses lacunes, le film *Annie Colère* rappelle la lutte réelle de milliers de personnes, surtout des femmes, pour le droit à l'avortement.

Il n'est jamais trop tard pour parler d'un bon film (même 2 mois après sa sortie...). Et sans aucun doute « Annie Colère » est un excellent film qui mérite qu'on en cause.

L'histoire, qui se déroule en 1974, relate le parcours d'Annie, ouvrière dans une usine de matelas, qui s'engage dans la lutte pour le droit à l'avortement et à la contraception. Elle rejoint les rangs du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC) qui organise à l'époque de manière clandestine des avortements.

Sous divers aspects le film présente un intérêt majeur. *Annie Colère* raconte au spectateur la lutte bien souvent oubliée qu'a été cette mobilisation de milliers de femmes pour acquérir le simple droit de disposer de leur corps, à travers le droit à l'avortement. Aujourd'hui, cette lutte est simplement réduite à l'action parlementaire de Simone Veil, qui efface des mémoires la réalité du combat de ces femmes.

Le film nous présente, avec un réalisme nécessaire, la réalité liée à ce problème, que ce soit à travers les souffrances des femmes (dont des centaines meurent tous les ans à cause de cette situation) ou en nous montrant, avec un détail tout particulier, une méthode d'avortement sécurisée, et novatrice pour l'époque. Cette méthode dite de Karman est facile d'application, avec un niveau de danger et de douleurs considérablement réduits, ne nécessitant pas d'anesthésie. La réalisatrice comme les actrices ont appris chaque geste avec une précision quasi-chirurgicale.

On sort de la séance en ayant la sensation d'avoir vu un tuto YouTube de cette méthode, et ce n'est pas une mauvaise chose : le combat de l'époque réside aussi en partie dans la popularisation de la méthode de Karman. On voit

avec merveille se déployer à l'écran quelque chose de trop rarement montré : la puissance de la solidarité des femmes en lutte !

Ce n'est pas tout : le film nous montre aussi les contradictions au sein du mouvement, que ce soit le point de vue des femmes prolétaires bien présenté, la contradiction dans le corps médical entre progressisme et corporatisme, mais aussi les problèmes au sein de la classe ouvrière, dont l'unité est attaquée par la culture misogyne encore trop présente.

D'autant qu'*Annie Colère*, à travers la parole des ouvrières, porte un discours clair sur les

limites et problèmes posés par l'institutionnalisation, et la nécessité que les femmes aient les moyens de détenir pleinement le pouvoir sur leur propre corps. Quand on connaît les problèmes et menaces qui pèsent encore sur le droit à l'avortement et son application en France aujourd'hui, on ne peut que soutenir leur position d'alors ! Bref, un film à voir et à faire connaître largement, dont la seule conclusion qui peut nous venir en tête au moment où le générique se lance est : on a raison de se révolter !



Sport : Francis Ngannou combat l'UFC (MMA)

Le 14 janvier 2023, un coup de tonnerre à retenti lors de la conférence de presse clôturant la première carte¹ Ultimate Fighting Championship (UFC) de l'année qui a vu l'américain Sean Strickland s'imposer aux points contre le français Nassourdine Imavov. Une victoire éclipsée par celle, en dehors du ring, du camerounais Francis Ngannou, qui a refusé de renouveler son contrat avec l'organisation dans laquelle il était jusque là champion du monde des poids lourds. Il quitte ainsi son titre, sur ses termes, préférant sa liberté à un contrat qui aurait fait de lui « le combattant de MMA (arts martiaux mixtes) poids lourd le mieux payé de l'histoire ». Ce faisant il rejoint d'autres athlètes ayant choisi de quitter l'organisation la plus prestigieuse de la MMA, lui préférant la liberté offerte par d'autres. Parmi ces retraités de l'UFC cette année nous pouvons citer Shane Burgoss qui a préféré continuer sa carrière à la Professional Fighters League (PFL) ou bien Nate Diaz, véritable star du sport ayant combattu les plus grands, qui, comme Francis, n'a pas souhaité renouveler un contrat abusif.

Les contrats abusifs et les mauvaises conditions de travail à l'UFC sont depuis longtemps décriés par les combattants. Diverses tentatives de faire bouger les lignes ont eu lieu et le départ de Francis Ngannou de l'organisation

phare du sport montre le dernier volet en date dans cette lutte. Car celui-ci pour la renégociation de son contrat avait plusieurs demandes, telles que la possibilité d'être sponsorisé par des compagnies autres que les partenaires de l'UFC, un contrat de trois combats sans extension en cas de victoire...

Deux autres de ses demandes méritent une attention toute particulière car elles auraient eu des implications pour l'ensemble des combattants sous contrat avec l'UFC : une assurance maladie pour les combattants et une représentation syndicale. Concernant la première de ces demandes, on est en droit de se demander comment, dans un sport dont les risques pour la santé ne sont plus à démontrer, une organisation peut se permettre de faire l'impasse sur une assurance maladie. La demande concernant la représentation syndicale est une lutte de longue date de la part des combattants et anciens combattants de l'UFC et a toujours fait l'objet d'une opposition farouche des têtes de l'organisation d'arts martiaux, car elle mettrait en péril leur business basé sur la marchandisation des athlètes.

Ces exigences de Francis Ngannou font suite aux revendications d'anciens athlètes ayant tenté de s'organiser pour faire changer les choses sur les droits des combattants, comme

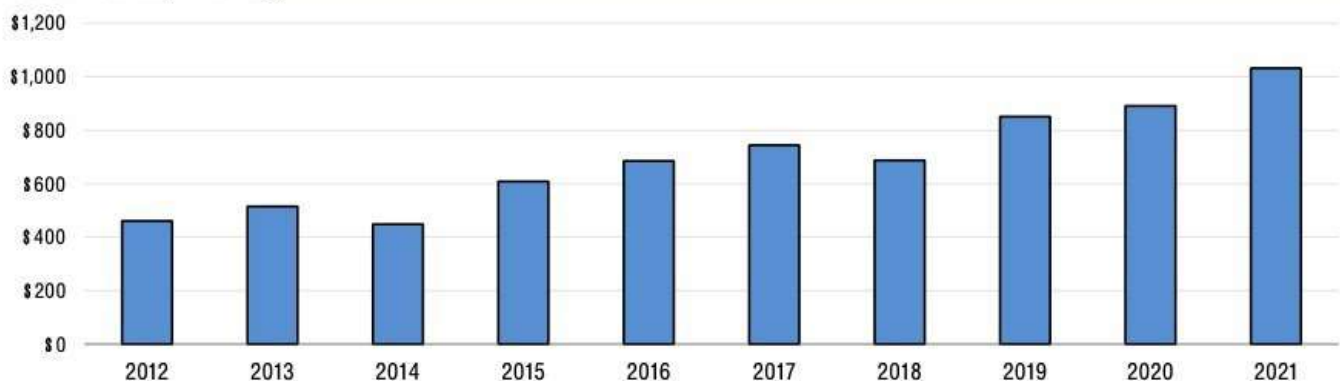


Francis Ngannou.

Nathan Quarry et Cung Le en 2016. Leur tentative avait reçu un accueil modéré, que ce soit de la part des athlètes ou bien du public, les deux ayant subi une campagne de diabolisation de la part de l'UFC. La décision de Francis de quitter son titre de champion du monde, préférant se battre pour de meilleures conditions de travail pour tous ses collègues que pour une organisation ne les respectant pas, était peut être ce qui manquait pour faire pencher la balance.

¹ Nom des séries de combats de l'UFC.

Exhibit 1
UFC Holdings, LLC
Historical Revenue (In millions,\$)



Note: 2017 benefited from the Mayweather vs McGregor event
Source: Company Financials

▲ La progression des revenus de l'UFC sur les dix dernières années : de 450 millions de dollars en 2012 à plus d'un milliard de dollars en 2021.

Hommage à Pierre Overney



Militant communiste, Pierre Overney a été tué par la sécurité de Renault Billancourt il y a 51 ans, le 25 février 1972. Notre camarade Pierre Overney était un jeune ouvrier membre de la Gauche Prolétarienne, organisation qui publiait à l'époque la Cause du Peuple.

Son assassin, Jean-Antoine Tramoni, a payé le prix du sang, vengé par les Noyaux armés pour l'autonomie populaire (NAPAP) en 1977. Nous n'oublions pas.

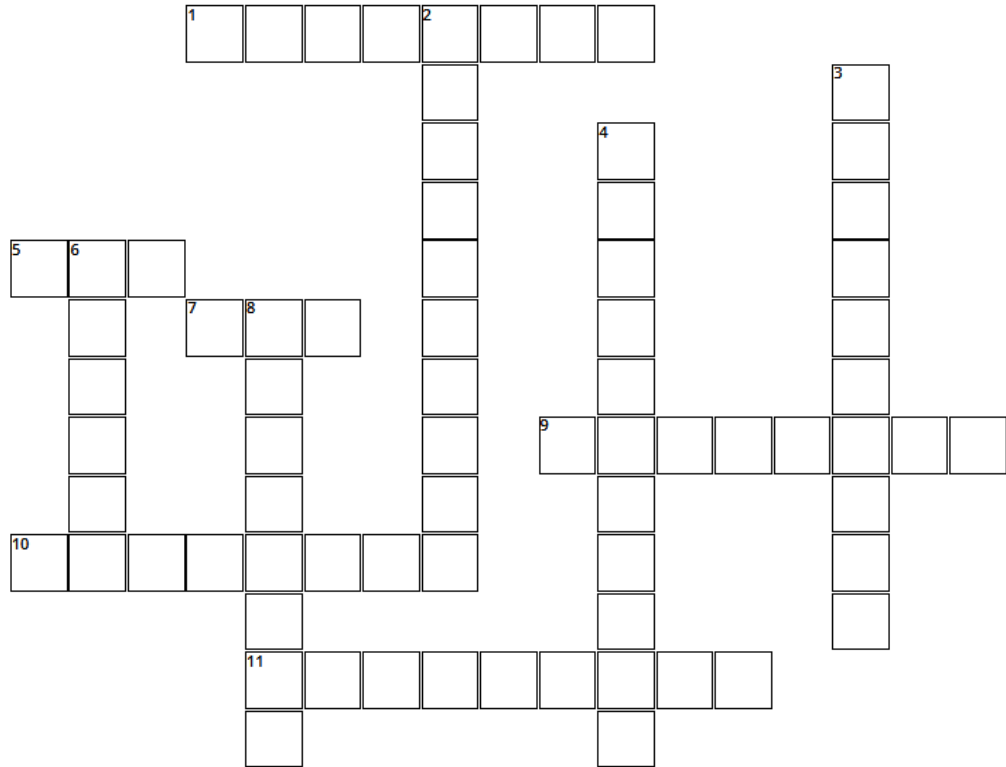
L'hommage annuel de La Cause du Peuple aura lieu le dimanche 26 février à 10h30.

Rendez-vous à la sortie du Métro Père Lachaise à Paris (lignes 2 & 3, sortie 1).



JEUX

C'est la grève !



Horizontal

1. Adjectif qui va souvent avec le mot "grève" pour qualifier un mouvement de tous les secteurs
5. Monopole capitaliste qui domine le milieu du MMA
7. Acronyme de la Ligue des Paysans Pauvres (Liga dos Camponeses Pobres) du Brésil
9. Attitude du peuple face aux catastrophes naturelles ; synonyme de solidarité
10. Nom donné à la période après le travail salarié, que le gouvernement veut repousser à 64 ans minimum
11. 4^{ème} pays le plus peuplé d'Asie, dont la capitale est Jakarta

Vertical

2. Courant politique qui trompe le prolétariat en faisant croire à des réformes
3. Opposé au capitalisme, dans lequel les acquis sociaux pourront être garantis par le pouvoir du prolétariat
4. Signifie "Patrie de l'Intégrité", nom d'un pays d'Afrique présenté dans ce numéro
6. Prénom de la résistante présentée dans ce numéro
8. Adjectif qui qualifie un mouvement déterminé, qui fait peur à la classe dominante, synonyme d'offensif

Solutions au prochain numéro...

Solutions du dernier numéro

1. Police ; 2. Latine ; 3. Tchad ; 4. Combattante ; 5. Foxconn ; 6. Edith ; 7. Guérilla ; 8. Chaudronnier ; 9. Révolution ; 10. Barbarie ; 11. Base ; 12. Lionceaux